

La Syrie : anatomie d'une révolution

Par Leïla Vignal, maître de conférences en géographie, université Rennes 2

Je connaissais très bien la Syrie jusqu'à l'année dernière, lorsque les frontières du pays ont été fermées. Je n'y ai plus accès, comme tous les ressortissants de l'Union Européenne. Comment un chercheur en sciences sociales peut-il travailler sur la Syrie ? Je travaille essentiellement avec mes contacts par téléphone ou par Skype, qui est un moyen de communication relativement sécurisé. Je rencontre également les Syriens qui ont quitté la Syrie : il y a une très forte communauté syrienne en France. Les réseaux sociaux (Facebook et Youtube) jouent un rôle très important : les militants syriens sur place ont beaucoup développé la communication sur ces réseaux, étant donné qu'il n'y a pas de journalistes sur place. Au printemps, plus de 300 000 vidéos avaient été produites sur Youtube. Les informations nécessitent beaucoup de recoupements, mais aussi de la modestie de la part des personnes qui analysent la Syrie. L'information étant bloquée à l'intérieur du pays, il est difficile d'avoir une vision globale des événements. La mobilisation populaire et pacifique d'une grande partie du peuple syrien fonde le mouvement, mais n'est pas décrite dans les médias. Les manifestations du vendredi, jour de congé du monde arabe, étaient au nombre de 51 en juin 2011, de 493 en janvier 2012 et de 939 en juin 2012. Même dans les zones où la répression armée est importante, les manifestations restent nombreuses, en particulier dans la région de Homs.

Les racines de la révolution syrienne

Les manifestants se revendiquent de la révolution de la dignité (*karama*). Cette révolution est d'abord politique. Le 17 février 2011, la première manifestation se tient à Hariqa, dans le souk du vieux Damas : les agents de sécurité de l'Etat ont frappé le fils d'un commerçant qui avait mal garé sa voiture, déclenchant ainsi une manifestation lors de laquelle les commerçants ont crié : « *le peuple syrien ne se laisse pas humilier* ». Le 13 mars 2011, la répression policière d'une manifestation de parents d'élèves à Deraa (150 000 habitants) enflamme le pays : des écoliers avaient écrit sur le mur des slogans anti-régime puis avaient été torturés par la police. Le mouvement s'est propagé dans toute la Syrie sous la forme de manifestations organisées tous les vendredis dans les villes de Syrie et appelées les « vendredis de la dignité ».

La réponse du gouvernement a été dans un premier temps constituée de mesures économiques, destinées à acheter la paix sociale : augmentation de salaires par exemple. Les manifestants ont répondu dans les slogans : « *le peuple syrien n'a pas faim* ». Les slogans mettent de plus en plus en cause le régime, jusqu'à appeler à sa chute. L'opposition politique à Bachar El-Assad est faible du fait de l'autoritarisme policier du régime depuis les années 1980. Les services policiers encadrent la population dans toutes les démarches quotidiennes : mariage, ouverture de commerce, ... et jouissent d'une impunité complète. Une fois le mur de la peur franchi, la haine vis-à-vis de cet Etat policier a été un puissant facteur de mobilisation collective. L'arrivée de Bachar El-Assad au pouvoir, qui donne alors une image plus moderne au régime que celle donnée par son père, suscite l'espoir d'une transition politique, mais qui tourne court rapidement. Il ferme tous les cercles politiques (le dernier ferme en 2005).

Les ferments de la colère proviennent également d'une frustration sociale, issue de fortes inégalités spatiales et de l'échec de développement du pays. Cette frustration est

particulièrement ressentie par les jeunes générations (plus de 50% de la population syrienne a moins de 30 ans), élevée dans des familles plus restreintes, issues de la transition démographique. Ces nouvelles générations sont également plus alphabétisées que les précédentes. De plus, la population est désormais majoritairement urbaine : on est passé d'un monde de communautés, de petites villes isolées, à un monde plus interconnecté, tout cela en moins de quarante ans.

Les acteurs de l'ingénierie spatiale de la contestation

Les acteurs de la contestation sont avant tout des citoyens ordinaires et pacifiques, qui meurent sous les coups de la répression. Ce soulèvement procède d'initiatives locales, à l'échelle des quartiers, des petites villes. Une partie de ces mobilisations est coordonnée au sein des comités locaux de coordination. Les actions des comités varient en fonction des contextes locaux. Au début de la révolte, les principaux moments de rendez-vous de la contestation sont les manifestations du Vendredi, à la sortie des mosquées. Les funérailles des victimes de la répression sont ainsi l'occasion de nouvelles manifestations. Dans les premiers mois de la contestation, les grandes artères ou les grandes places ont été les points de rassemblement.

Les manifestations ont ensuite lieu dans des rues plus étroites afin de limiter l'exposition des manifestants aux tirs. Dans les zones soumises à un très grand contrôle policier, essentiellement les quartiers centraux de Damas et de Alep, de très nombreuses manifestations ne durent que quelques minutes. Les manifestations du soir permettent également de porter la contestation dans l'espace de la rue tout en bénéficiant de la relative protection de la nuit. Les foules qui entonnent des chants révolutionnaires en plein air, comme à Idlib le 26 novembre 2011, sont un clair indicateur de la perte de contrôle (tout du moins momentanée) par le régime sur certains territoires, puisque ce type de rassemblement est tout à fait impossible sous l'état d'urgence.

Les révolutionnaires utilisent une gamme très diverse d'actions pour marquer le terrain de la contestation dans l'espace public. L'appropriation de l'espace public par des pratiques contestataires permet d'une part de construire la légitimité du mouvement à partir des territoires de la contestation. Elle permet aussi de rendre celle-ci visible. La multiplication des manifestations sur le territoire rend très difficile son contrôle. Dès lors, les militants mettent en œuvre des stratégies spatiales destinées contourner la répression. Les Damascènes par exemple ont été invités à sortir se promener dans les rues des quartiers centraux afin d'y mobiliser une partie des militaires du régime et de les éloigner des quartiers périphériques où se tenaient l'essentiel des cortèges. L'invention d'un nouvel espace national solidaire, fait de mots et d'images, répond à l'entreprise de fragmentation qui est au cœur même de la stratégie de répression du régime.

La répression du régime

La stratégie de répression du régime vise à fragmenter l'espace de la contestation pour étirer le temps du soulèvement afin d'affaiblir, puis de vaincre, une contestation atomisée en de multiples foyers. La fragmentation de l'espace est d'abord physique, et se traduit par d'innombrables *check-points* disposés sur les grandes routes, les autoroutes, aux entrées de ville et de certains quartiers. Certaines villes ou certains quartiers sont encerclés par les forces armées, de façon parfois presque continue comme par exemple dans certains quartiers de Homs. La stratégie de fragmentation de l'espace passe également par les représentations de la

situation dans le pays qui sont relayées par l'appareil de propagande du régime et qui visent à démontrer que les troubles sont géographiquement circonscrits, et dus à des éléments étrangers infiltrés en Syrie pour dépecer le pays. Pour cela, il est essentiel de mettre en scène le calme, en particulier celui qui régnerait dans certaines régions vitales pour le régime : les deux grandes métropoles nationales, la capitale Damas (près de 5 millions d'habitants) et Alep (3 millions d'habitants), dont la tenue à l'écart du soulèvement est présenté comme un signe d'adhésion au régime. Si les quartiers centraux des deux métropoles, peuplés de classes sociales moyennes et supérieures, et de commerçants et d'entrepreneurs soucieux de la bonne marche des affaires, sont plus attentistes que d'autres quartiers, il est hâtif d'en conclure pour autant à leur adhésion au régime.

Or, l'exemple de Damas illustre bien le fait que ce « calme » décrit par le régime comme par les médias, a été très relatif depuis le début du soulèvement. Par exemple, estimer que les « troubles » qui se déroulent à Midan (dans l'immédiate proximité de la vieille ville) ou dans la ceinture périphérique de Damas, ne concernent pas la capitale relève au mieux d'une mauvaise appréhension des échelles de la métropole – et au pire d'une opération de propagande, vitale pour le régime. Enfin, le « calme » des grandes métropoles doit aussi être attribué au quadrillage sécuritaire auxquels leurs populations sont soumises. Enfin, elle associe bien rapidement « calme » et adhésion au régime, sans faire place aux attitudes attentistes, sans doute plus nombreuses.

Le quatrième élément de l'œuvre de fragmentation du régime consiste à mettre en scène le spectre de l'affrontement confessionnel et du risque que représenterait la majorité sunnite pour les autres communautés religieuses syriennes. Le régime a été soucieux de préserver de la répression la plus brutale les berceaux historiques de certaines minorités religieuses et ethniques afin de démontrer qu'elles sont avec lui puisque le nombre des victimes issues de leurs rangs est faible. C'est par exemple le cas à Salamiyeh, l'un des foyers de la communauté ismaélienne. Les manifestations y sont nombreuses selon les témoignages disponibles mais le nombre de morts y reste faible. On observe la même faiblesse du nombre de victimes dans le premier foyer de peuplement kurde. Les configurations locales sont également exploitées avec cynisme, comme par exemple lors des différentes exactions de population du printemps 2012 dans la plaine du Ghrab : des populations de petites villes sunnites ont été attaquées par des forces du régime, dont des miliciens alaouites recrutés dans les villages environnants.

Au cours de la première année du soulèvement, les troupes du régime ont été sans cesse en mouvement d'un point à l'autre du pays, réprimant les manifestations, bombardant parfois les villes ou les soumettant à de véritables sièges. La contestation armée est majoritairement le fait de brigades organisées localement, avec des formes de coopération plus ou moins développées, mais sans véritable commandement unifié malgré des coordinations à l'échelle des régions sous forme de « conseils militaires ». Au cours de l'hiver 2011-2012, les territoires contrôlés par l'Armée syrienne libre (ASL) se sont étendus. Ce contrôle est parfois temporaire, ou plus définitif. En juin 2012, un rapport de la mission d'observateurs de l'ONU estimait que 40% du territoire syrien était sous contrôle de l'opposition armée. Depuis la mi-juillet, c'est dans les quartiers du péri-centre de Damas et dans certains quartiers centraux de Damas que les combats entre forces du régime et combattants de l'ASL ont lieu.

La force de l'opposition armée réside surtout dans sa dispersion, qui est un effet de la faible intégration et de l'atomisation de ses groupes, mais qui lui permet d'entretenir de multiples fronts, du nord au sud du pays. Les forces du régime sont insuffisantes pour éteindre la propagation de la militarisation du soulèvement dès lors que la répression se prolonge et que

les incendies s'allument partout. Pour lutter contre l'extension des territoires contrôlés par l'Armée Syrienne Libre (ASL), pour compenser l'insuffisance de ses garnisons dès lors que le théâtre d'opération devient de dimension nationale, pour contourner la difficulté à contrôler des milieux urbains en partie mobilisés contre le régime et dont le tissu est peu propice au déploiement de troupes, le régime a lancé à partir en février 2012 une campagne de répression massive, notamment en bombardant des villes.

Il s'agit donc bien d'une guerre du régime contre sa population, et non d'une guerre civile. Les buts de guerre de l'opération militaire et policière de répression qu'il a lancée ne semblent pourtant pas atteints : les manifestants continuent à descendre dans la rue et les groupes de l'opposition armée élargissent leur emprise territoriale, jusqu'au cœur du pouvoir. Cependant, si le régime semble fragilisé sur le terrain militaire et policier, sa force de frappe, appuyée notamment sur les armes russes, et sa capacité de mobilisation des segments les plus loyaux de la structure sécuritaire ne peuvent être sous-estimées. Le régime de Bachar al-Assad tombera sous l'effet de la révolte d'une société syrienne profondément transformée au cours des dernières décennies et qui découvre depuis mars 2011 sa capacité d'innovation politique, sa solidarité, et sa résilience collective.

Questions

Q : Qu'en est-il des risques de contagion au Liban, de l'implication de l'Iran ?

R : Les répercussions sur le Liban sont pour l'instant extrêmement faibles, alors que le mouvement est très violent en Syrie. Pour le moment, le régime cherche à jouer la carte du Liban afin d'agiter le drapeau de menaces extérieures, mais cela ne fonctionne pas. Le Hezbollah au Liban, allié du régime syrien, est dans une position fragilisée parce que la majorité sunnite du Liban conteste ce soutien à l'État syrien, tout comme une grande partie de la population syrienne, et en veut pas risquer une déstabilisation de la situation intérieure. Les Iraniens financent, ce qui permet au régime de tenir, et ils fournissent des conseillers militaires.

Q : En France, on nous a présenté la révolution comme tu viens de nous la présenter, et on nous la présente maintenant dans les médias comme un conflit religieux, ethnique. Pourquoi nous présente-t-on cela de cette façon aujourd'hui ?

R : Une partie de la presse ne fait pas son travail : les représentations déjà forgées à l'aune d'autres situations, que l'on comprend à peu près sont reprises pour « analyser » la situation syrienne. Il y a ensuite beaucoup d'interprétations idéologiques de la situation : idéologies d'extrême-droite, mais aussi de la gauche anti-impérialiste (en empathie avec les régimes socialistes du Moyen-Orient depuis les années 1970), qui n'arrive pas à se démarquer du régime d'Assad. Il y a également le spectre du choc des civilisations. Le débat est ainsi obscurci.

Q : Une fois le gouvernement renversé, à quoi va ressembler la Syrie, d'un point de vue économique, politique ?

R : Il y aura un travail énorme de reconstruction économique, physique (le pays est en grande partie détruit, notamment les grandes villes), du tissu social, pour que toutes les communautés fassent partie de la Syrie de demain.

Q : La Syrie était un des seuls pays arabes à donner un pouvoir politique aux femmes. Dans un processus ultérieur, les femmes garderont-elles la liberté relativement exceptionnelle dont elles bénéficiaient par rapport aux autres pays arabes ?

R : En Syrie, personne n'avait vraiment de pouvoir et de liberté. Dans l'ensemble, les citoyens étaient assujettis à un Etat autoritaire et policier, les hommes comme les femmes. En Syrie, les femmes sont plus éduquées que les hommes, elles sont alphabétisées, travaillent,... Les sociétés syrienne et égyptienne sont plus conservatrices qu'en Iran, où le régime est plus conservateur que la société. La norme sociale musulmane est très forte en Egypte et en Syrie : on y a vu des femmes se re-voiler. Il s'agit d'un conformisme social et moral musulman.

Q : Les syriens sont-ils en faveur d'une intervention armée extérieure ?

R : Non, nous ne sommes pas dans le contexte de la Libye. La majorité des Syriens veut une reconnaissance du mouvement et le lâchage de Bachar El-Assad par la communauté internationale.

Q : Pourquoi la Russie soutient-elle la Syrie ?

R : La Russie a une facilité navale dans le port de Tartus. Les bateaux russes peuvent débarquer et s'y approvisionner. Le conseil national syrien a dit aux Russes qu'ils laisseraient cette facilité. Il y a également le fait que les Russes n'aiment pas l'ingérence intérieure.

Q : Combien de victimes compte-t-on à l'heure actuelle ?

R : Les dernières estimations portent à 30 000 le nombre de victimes. Les disparus et les réfugiés se comptent en dizaines de milliers.

NB : Le café géo de Leïla Vignal est issu d'une contribution à *La vie des idées*. Pour plus d'informations, rendez-vous à l'adresse : <http://www.laviedesidees.fr/Syrie-anatomie-d-une-revolution.html>